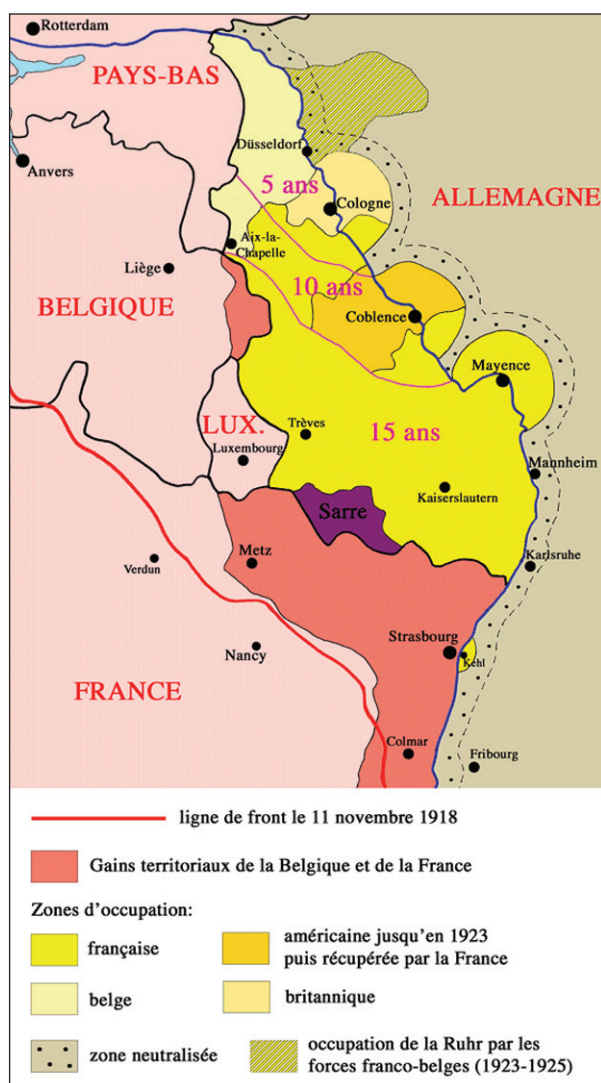


Lorsque la France fit main basse sur la Ruhr

Une inflation surmultipliée et une république fantoche



Il est des événements que les manuels d'histoire n'approfondissent pas toujours. Ceux qui se déroulèrent en Allemagne dans les années 1920-24 sont de ceux-là, porteurs des germes qui conduiraient à la Seconde Guerre mondiale. Quant à l'occupation française de la Rhénanie et de la Ruhr, elle ne se fit pas sans dommages collatéraux ni sans laisser quelques traces.

Lorsqu'au petit matin du 11 janvier 1923, les habitants de Essen, capitale de ce riche bassin minier et industriel de l'Allemagne qu'est la Ruhr, voient défiler les soldats français sanglés dans leurs uniformes bleu horizon, beaucoup constatent avec inquiétude que l'occupation tant redoutée et promise depuis de nombreux mois est devenue une réalité. Trois divisions soit environ 47 000 hommes sont déployés pour cette opération menée conjointement avec des troupes belges ; on en comptera plus du double six mois plus tard !

C'est le Président du Conseil, Raymond Poincaré, qui a donné le feu vert pour cette occupation planifiée depuis de nombreux mois. « *L'Allemagne ne nous a pas donné le charbon qu'elle nous devait ... Nous allons chercher du charbon et voilà tout.* », déclare-t-il le jour même à l'Assemblée Nationale. Mais est-ce bien cela l'unique raison ?

Le fameux Traité de Versailles de 1919 qui scelle le sort de l'Allemagne et démantèle son appareil militaire n'a pas réglé tous les problèmes pour autant. Le montant des réparations (les dommages de guerre) par exemple n'a été fixé qu'en 1921 (132 milliards de marks-or). Pour les rembourse-

ments qui doivent s'étaler sur une dizaine d'années, les recours et les sanctions en cas de non paiement n'ont pas été prévus. Et il demeure encore un autre point essentiel resté dans le flou : la sécurité de nos frontières au nord-est du pays.

Dès le lendemain de la guerre, des voix s'étaient fait entendre, notamment chez les militaires, en faveur d'une frontière située sur la rive gauche du Rhin. Mais cela impliquait une annexion avec tous les inconvénients que cela suppose comme le désaccord certain de la population concernée et le désaveu probable de certains alliés. En fait, l'idée, c'était d'avoir un voisin divisé et non pas uni ; une Allemagne constituée de petits Etats conviendrait parfaitement à la France.

C'est aussi en désaccord complet avec les Américains et les Britanniques que les Franco-Belges occupent la Ruhr. Les multiples conférences et réunions qui se sont succédé au cours des années 1921-22 n'ont pas donné satisfaction aux exigences françaises. Les Américains les trouvent trop sévères et souhaitent que l'on réduise les indemnités dues par les Allemands jugées exorbitantes mais ce n'est pas pour autant qu'ils envisagent de renégocier le



Raymond Poincaré décida l'occupation de la Ruhr en espérant des bénéfices plus politiques qu'économiques ou financiers.



Peu après avoir conclu le traité de Rapallo avec l'URSS, Walther Rathenau est assassiné le 24 juin 1922 par un groupe extrémiste. Hitler n'hésitera pas à saluer l'action de ce ministre des Affaires étrangères d'origine juive.



En 1935, Hitler se fera un petit plaisir en faisant émettre ces deux timbres commémorant le 12^e anniversaire de son putsch dans une brasserie de Munich qui lui avait valu d'être condamné à cinq ans de forteresse. Il fut amnistié en décembre 1924.



Dès 1919, Konrad Adenauer prône déjà une Allemagne fédérée. Il est également partisan d'une Rhénanie autonome. Peu écoutés par ses compatriotes, les propos du maire de Cologne ne seront jamais pris en considération par les autorités françaises d'occupation qui ont préféré miser sur les séparatistes. Dommage, le destin de l'Allemagne aurait pu être tout autre...



Le 30 juin 1930 marque le départ des troupes alliées (essentiellement françaises) de Rhénanie.

montant de la dette française ! Les Britanniques ne voient pas d'un très bon œil l'affaiblissement certain de l'économie allemande qui, selon l'économiste Keynes, ne manquerait pas d'avoir de fâcheuses répercussions chez eux. Ils voient également la perte d'un gros client – la France – qui leur importe du charbon. Enfin, qui sait si cette occupation ne pourrait pas permettre, à terme, la création d'un grand complexe industriel franco-allemand, et de cela, ils ne veulent surtout pas.

Le coup de Rapallo

Au mois d'avril-mai 1922, lors de la conférence de Gênes sur le nouvel ordre monétaire mondial, la délégation française qui avait posé sur la table le dossier de l'emprunt russe (12 milliards de francs et 1,6 million de Français concernés) s'était entendu répondre « niet » par les Soviétiques au motif que ce n'était pas eux qui avaient souscrit cet emprunt mais le tsar. Mais devant l'insistance des représentants français, Lénine avait toutefois fait la contre-proposition suivante : nous sommes d'accord pour rembourser l'emprunt si les Occidentaux nous versent 30 milliards de roubles-or à titre de

qu'ils ont fournie aux armées blanches pendant la Révolution ! Bien évidemment, il était hors de question de satisfaire à ce préalable et le dossier de l'emprunt russe allait demeurer en suspens pendant de très nombreuses années.

Mais pendant ces négociations, le ministre allemand des Affaires étrangères Walther Rathenau et son homologue soviétique Georg Tchitchérine s'étaient discrètement rencontrés à Rapallo (à côté de Gênes) pour signer un traité, portant notamment sur l'annulation réciproque des dettes de guerre entre les deux pays, sur des échanges commerciaux (produits manufacturés contre matières premières, notamment de l'essence) et contenant une clause secrète : la mise à disposition par l'U.R.S.S. de camps d'entraînement pour l'armée allemande (on sait les conséquences que cela aura quelques années plus tard). Ce traité n'est pas pour plaire aux Français qui imaginent tout de suite le redressement économique allemand, le remboursement rapide des réparations et surtout l'espoir de voir une Allemagne affaiblie réduit à néant. Et c'est à ce moment que l'option d'une occupation de la Ruhr est envisagée ; un plan sera préparé

au mois de juin et il n'y aura plus qu'à avoir un prétexte suffisant pour le mettre en œuvre. Il se produit fin 1922 lorsque les fournitures de houille et de bois sont inférieures aux chiffres fixés et que les Allemands ont traîné pour les livrer. Pour le Chancelier allemand Wilhelm Cuno, le remboursement des réparations ne peut s'effectuer qu'avec les excédents dégagés par l'économie allemande. En fait les livraisons en question ne sont guère inférieures que de 10 à 20 % par rapport aux quotas. Mais Poincaré ne croit absolument plus les Allemands et décide donc en novembre 1922 d'occuper la Ruhr pour faire pression sur ces derniers.

Près de 150 000 personnes expulsées

La Ruhr, ce n'est pas la première fois que les Français y font une incursion. En mars 1921, et cette fois-là avec les Britanniques, ils s'étaient installés à Düsseldorf et aux environs à titre de sanction pour le non-paiement des dettes. Une nouvelle négociation avait eu lieu à la suite de quoi les Alliés acceptaient que l'Allemagne rembourse avec des matières premières et les Français avaient quitté la Ruhr en septembre.

Là, il ne s'agit plus de représailles ●●●



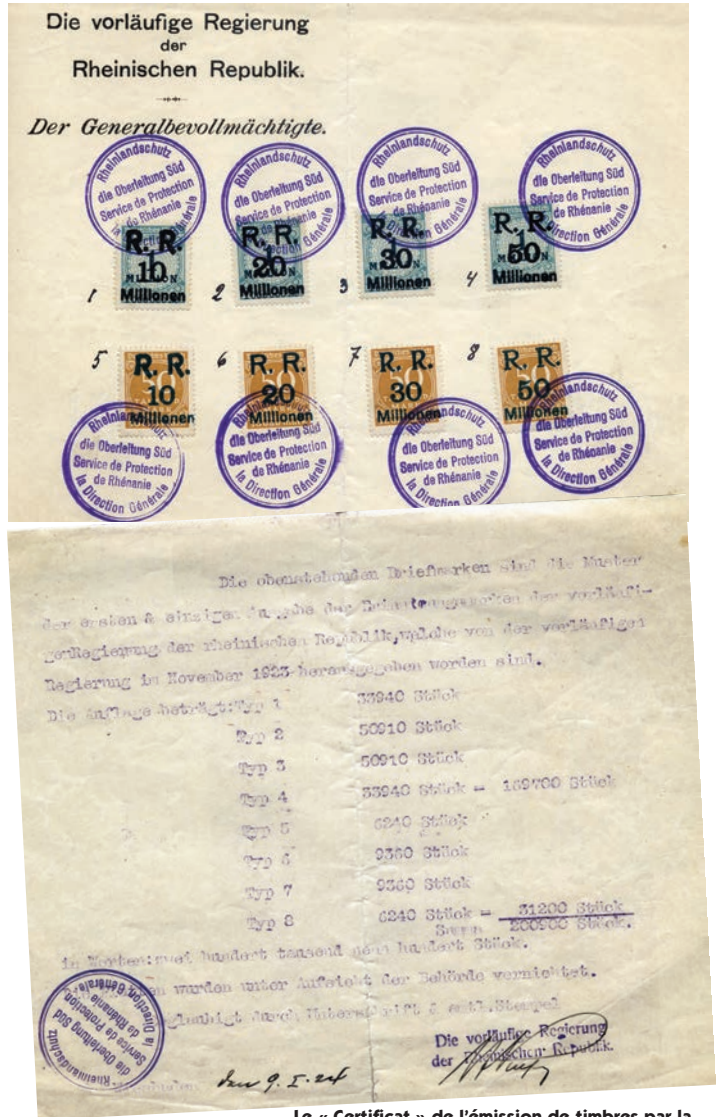
Le 19 février 1923, trois timbres sont émis pour venir en aide à la population de la Ruhr et de la Rhénanie occupées. Les surtaxes, plus que disproportionnées par rapport aux faciales d'affranchissement, n'ont pas favorisé leur utilisation sur le courrier.

● ● ● mais bien d'une prise de gage. Et les troupes sont là pour assister les ingénieurs, les comptables et autres techniciens membres de la MICUM (Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines) chargés de prendre le contrôle des différentes entreprises allemandes. Bien évidemment, les Allemands ne l'entendent pas de cette oreille. Militairement, ils ne peuvent rien faire : le Rhin est démilitarisé, alors le Chancelier Cuno appelle les fonctionnaires à la résistance passive : refus d'obéir aux ordres des occupants, refus de collaborer, de transporter quoi que ce soit vers la France, etc., tout en ne faisant pas grève.

La réaction française ne se fait pas attendre : les expulsions de fonctionnaires peu coopératifs commencent : 147 000 personnes seront concernées. Barrages de police, réquisitions de moyens de transport, cordon douanier entre la zone occupée et le reste de l'Allemagne, confiscations et saisies d'entreprises, etc., et proclamation de l'état de siège le 29 janvier.

Privée de ce qui est son poumon industriel, l'économie allemande s'essouffle. Avec elle, le Mark, déjà affaibli avant l'occupation, commence alors sa chute vertigineuse. En juillet 1922, un dollar américain s'échangeait contre 493,20 Mark ; en janvier 1923, il faut 17 972 Mark pour obtenir ce même dollar et 47 500 le 1^{er} février. Et il en coûte 50 Mark à qui veut envoyer une lettre n'importe où en Allemagne.

Le 12 août marque la fin du gouvernement Cuno. Le 26 septembre, son successeur, Gustav Stresemann, plus modéré, met fin à la résistance passive dont le bilan financier a été catastrophique. Mais le processus de désintégration du Mark est trop engagé et l'Allemagne entre dans ce qu'on appelle l'hyper-inflation. Les dirigeants allemands doivent



Le « Certificat » de l'émission de timbres par la République Rhénane envoyé aux revues philatéliques en janvier 1924. Les timbres sont oblitérés ici du cachet de la milice, la « Rheinlandschutz » ou comme on peut le lire, le « Service de Protection de Rhénanie ». Sur celui reçu par la revue britannique « Philatelic Exporter », les timbres sont oblitérés du cachet du secrétariat général de la « Rheinische Volksvereinigung » (Union populaire Rhénane), le mouvement séparatiste fondé par Hans Adam Dorten.



Quatre surcharges à 10, 20, 30 et 50 millions de Mark ont été déclinées sur trois timbres supports différents. Les moins courantes affectent le timbre de 5 Millions de couleur rouge.

aussi faire face à de nombreux troubles politiques et sociaux. Adolf Hitler en Bavière essaie de marcher sur Berlin mais échoue dans sa tentative de putsch dans la désormais célèbre brasserie *Bürgerbräukeller* de Munich le 8 novembre. Et il y aussi les communistes encouragés par Moscou qui, constatant que la situation économique et sociale est propice, ont décidé de faire leur *Octobre allemand*. Le soulèvement le plus important aura lieu à Hambourg mais sera très vite étouffé dans l'œuf. Mais la situation reste catastrophique et les grèves, émeutes et

autres manifestations d'une population démunie et désespérée, éclatent un peu partout en Allemagne. En ce début novembre, une demi-livre de beurre coûte 13 milliards de Mark et il faut 1 milliard pour affranchir une lettre ! La crise est sans précédent et une commission présidée par l'Américain Dawes décide d'étudier les capacités de l'Allemagne à assumer ses réparations et les moyens de renforcer sa monnaie. Le 15, un nouveau Mark le *Renten-Mark* est mis en circulation. Censé mettre fin à l'inflation, il est non plus gagé sur l'or mais couvert par une hypothèque sur l'industrie, le

commerce et la propriété foncière. L'ampleur de la crise ne pouvait susciter que de la sympathie dans le monde entier. Le 6 décembre, les Américains n'hésitent d'ailleurs pas à signer un traité d'amitié et de relations commerciales avec l'Allemagne. La France, elle, appartient au camp des méchants et se retrouve isolée et critiquée pour son action dans la Ruhr. Ceux qui la condamnent le plus sont les Britanniques, et ils font pression sur elle en attaquant le franc sur les places financières internationales. Poincaré est alors obligé de renégocier la dette française avec les financiers anglo-saxons.

La chute du franc, même si elle n'est pas comparable à celle du mark, est mal ressentie en France. Critiqué, Poincaré démissionne en mars 1924 mais reste en fonction jusqu'au mois de juin, c'est-à-dire après la victoire du Cartel des gauches aux élections législatives. Poincaré reconnaît que l'occupation de la Ruhr aura coûté 691 millions de francs et n'en aura rapporté que 520.

Le « dossier » de la Ruhr sera finalement réglé par Edouard Herriot devenu Président du Conseil le 14 juin 1924. Il acceptera le fameux plan Dawes qui rééchelonne les réparations allemandes. Les troupes franco-belges évacuent la Ruhr durant l'été 1925 pour rejoindre la rive gauche du Rhin où elles vont rester stationnées jusqu'en 1930, c'est-à-dire cinq ans avant l'échéance prévue par le Traité de Versailles.

Séparatisme et surcharges républicaines

Dès décembre 1918, au lendemain de la guerre, alors que les troupes alliées occupaient la Rhénanie et le Palatinat, certains politiciens locaux avaient émis l'idée d'une république rhé- ● ● ●

Et l'hyper-inflation engendra les surcharges de fortune

C'est à partir d'août 1923 que la Reichspost connaît de sérieuses difficultés. La monnaie allemande en chute libre l'oblige à revoir ses tarifs à la hausse presque toutes les semaines. Jusque là, la palette des valeurs faciales disponibles permettait de couvrir les affranchissements quitte à utiliser certains timbres par multiple. Mais lorsque le Mark voit sa valeur divisée par dix en quelques jours et donc les nouveaux tarifs multipliés de la même façon, la surface des enveloppes n'offre plus assez de place pour qu'on y colle des dizaines et des dizaines de timbres.

Parmi les nombreux timbres d'usage courant qui ont été imprimés en grande quantité depuis 1921-22, certains étaient devenus rapidement obsolètes en raison de leurs valeurs faciales inadaptées car trop basses. Comme la Reichspost n'avait pas ordonné leur destruction, il existait encore des stocks importants de ces timbres inutilisables en l'état. Mais comme l'heure était aux économies, on décida de procéder à leur surcharge de façon à pouvoir les réintroduire dans le circuit postal pour qu'ils puissent servir à nouveau avec des valeurs faciales adaptées.

Une première série de surchargés est livrée dans les bureaux le 24 août 1923. Ils correspondent aux nouveaux tarifs entrés en vigueur le jour même. Mais pour la toute prochaine augmentation qui va intervenir au début septembre, la Reichsdruckerei (l'Imprimerie d'Etat) n'est pas en mesure d'assurer à elle seule ce travail. Le ministère des Postes décide alors d'autoriser les Oberpostdirektionen (directions postales régionales, « OPD » en abrégé) à prendre en charge l'impression d'une partie de ces surcharges.

Il y avait bien sûr certaines règles à respecter : obligation de ne pas effectuer de tirage inférieur à celui qui était défini pour chacune des valeurs, ceci afin d'éviter tout mouvement spéculatif. Obligation d'utiliser le matériel fourni : une matrice de 20 surcharges (quatre rangées de 5) qui, dupliquée, permettait de fabriquer des planches d'impression rigoureusement identiques qu'elles soient réalisées à Königsberg ou à Munich. Et dans le cas où les timbres en réserve dans une OPD s'avéraient insuffisants, un complément était fourni par la poste de Berlin.

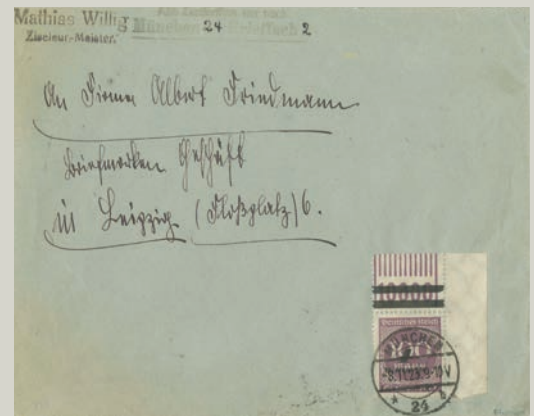
C'est ainsi que 1,3 million de feuilles (de 100 timbres) furent surchargées par onze directions régionales et émises entre les 20 septembre et 22 octobre 1923. Pendant ce temps, la Reichspost mettait au point un timbre qu'elle pouvait imprimer en deux fois, c'est le type «Rosette» (Types y et aa du catalogue Yvert & Tellier). N'apprenant qu'au dernier moment les différentes valeurs faciales qui étaient attribuées aux timbres, on imprimait d'abord le fond du timbre puis la valeur faciale à la suite d'un second passage.

Beaucoup de collectionneurs, principalement Outre-Rhin, se passionnent pour ces émissions de la grande inflation. Durant cette période qui court du 24 août au 1^{er} décembre, pas moins de dix changements de tarifs sont intervenus et l'on comprend son extrême richesse sur le plan de l'histoire postale. A cela s'ajoutent aussi les timbres eux-mêmes qui, dans les conditions où ils ont été imprimés, peuvent présenter certaines variétés. Mais ce qui intéresse surtout les philatélistes, c'est de pouvoir déterminer quelles OPD ont imprimé telle ou telle valeur.

Au-delà des encres brillantes, mates ou transparentes, le seul



Un 10 Milliarden sur 20 Millionen bleu foncé oblitéré de Breslau (610 €).



Cette surcharge 1 Milliard sur 100 Mark violet n'a été émise qu'à Munich. Particularité de ce timbre : on le surnomme « timbre du putsch » ou « timbre d'Hitler » car il été émis le 7 novembre 1923, veille de la tentative de putsch par Hitler à la Bürgerbräukeller de Munich. La lettre, elle, a bien été oblitérée du 8. On note qu'il s'agit de la nuance violet gris de ce timbre très particulier et c'est pour cela qu'elle s'est négociée à 320 €. Dans la nuance violet pourpre, ce timbre seul sur lettre est une vraie rareté et cote aux environs de 25 000 €.



Il faut compter pas moins de 3 500 € si vous voulez acquérir une lettre de ce genre. Celle-ci est expédiée de Munich le 19/11/23 pour Stuttgart ; son affranchissement est de 24 milliards de Mark, soit le tarif d'une lettre recommandée à l'époque. A noter la présence de deux paires du « timbre du putsch » de deux nuances différentes.

● ● ● moyen d'identifier les impressions est l'examen des bords de feuilles supérieurs qui peuvent être revêtus (ou non) d'inscriptions, de barres, de lignes, etc. En effet, si la Reichspost veillait à ce que ce soit bien les surcharges fournies qui soient utilisées, elle n'avait pas donné de



Les cartes postales acheminées durant l'hyper-inflation ne sont pas faciles à trouver. Celle-ci, affranchie avec un timbre de 10 milliards de Mark est partie de Neisse le 25/11/23 pour arriver à Cassel (800 €).

directives pour ce qui concerne les inscriptions marginales.

Aux environs de 1900, la poste allemande avait instauré l'impression de chiffres de comptage sur les marges des timbres. Cela permettait aux préposés de calculer rapidement les quantités de timbres qui leur restaient en stock. Sauf qu'avec les nouvelles surcharges, les valeurs portées dans les marges ne correspondaient plus. Donc certaines OPD demandèrent à leurs imprimeurs de barrer ces mentions ou bien de les corriger en tenant compte des

nouvelles valeurs faciales. Libres d'utiliser les caractères ou les barres qu'ils souhaitaient, ces derniers ont laissé là leurs « cartes de visite » ce qui permet aux collectionneurs de les identifier à coup sûr.

Il faut savoir également que ces timbres munis de leur bord de feuille ne sont pas très courants et qu'ils justifient parfois de notables plus-values. Un exemple : la surcharge à 10 Milliarden sur le 20 Millionen bleu violacé (YT n° 318) a été réalisée en novembre 1923 par neuf imprimeurs différents. Sa cote de base, en Allemagne, est de 1 € pour un exemplaire neuf sans chanière. Avec bord de feuille supérieur, sa



Les timbres de service ont bénéficié des mêmes attentions que les timbres normaux et ont également été surchargés. Ce 20 Tausend sur 30 pfennig affranchit un pli de service de Rehburg pour Wunstorf le 31 août 1923 (85 €).

cote varie de 5 à plus de 5 000 € selon l'origine. Quant à l'exemplaire oblitéré, il vaut un minimum de 80-100 €. Il faut dire aussi que ce timbre existe avec deux sous-types car il a été imprimé en typographie à plat et en rotative et qu'on lui connaît deux types de perforations : normale 14 x 14 ¼ et en zigzag. Quant aux lettres, elles sont évidemment très prisées car pas aussi nombreuses qu'on pourrait l'imaginer. Il est certain qu'avec les tarifs affichés, écrire était un véritable luxe en cette époque d'inflation. Les plis les plus recherchés sont évidemment ceux revêtus

d'un unique timbre, celui correspondant exactement au tarif de l'objet postal qu'il affranchit. Là encore, les cotes peuvent parfois atteindre des sommets inattendus : notre 10 Milliarden sur 20 Millionen pour reprendre cet exemple cote 25 € lorsqu'il est dentelé 14 x 14 ¼ et 1 500 € lorsqu'il est perforé en zigzag.

A noter également que lors du passage du tarif de la lettre de 20 à 80 milliards de Mark le 26 novembre, la poste allemande n'a pas été en mesure d'imprimer ou de faire imprimer les timbres adéquats. Par conséquent, elle a demandé aux bureaux de vendre les timbres au

quadruple de leur valeur nominale ! Cette pratique n'a duré que quatre jours : le 1^{er} décembre, le tarif de la lettre passait à 100 milliards de Mark ou 10 nouveaux Pfennig et tous les timbres de l'inflation étaient démonétisés.



Dans certains bureaux, il y avait parfois pénurie de timbres. L'affranchissement était alors perçu en numéraire et le préposé collait une étiquette «Gebühr bezahlt» (taxe payée) sur le pli qui est ici un recommandé expédié localement le 20/11/1923.

● ● ● nane. Parmi eux, Konrad Adenauer, futur chancelier et artisan du rapprochement franco-allemand avec le général De Gaulle, mais à l'époque maire de Cologne. Il souhaitait, avec d'autres élus rhénans, se dégager de la tutelle prussienne, un avatar hérité du Congrès de Vienne de février 1815 et mettre un terme à plus d'un siècle de Rhénanie catholique dominée par une Prusse protestante.

La défaite de l'Allemagne en 1918 était surtout considérée comme la défaite de la Prusse. Cette dernière pouvait donc être séparée de ses provinces de l'ouest lesquelles formeraient alors une République Ouest-allemande au sein même d'une Allemagne fédérale. Nous sommes en février 1919 et ce véritable visionnaire qu'était Konrad Adenauer ne savait pas encore qu'il lui faudrait attendre 30 ans et vivre une Seconde Guerre mondiale pour voir ses idées en partie réalisées !

En avance sur son temps, Adenauer ne fut donc pas écouté et se vit répondre par le chancelier que la « question rhénane » ne pouvait être réglée que dans le cadre de la constitution et qu'une fois que les accords de paix seraient ratifiés...

En juin 1919, Hans Adam Dorten, officier de réserve et ancien procureur de Düsseldorf, tente de proclamer une république rhénane indépendante à Wiesbaden mais il échoue : la population est réticente et il a contre lui les autorités et les différents partis politiques. Pourtant les Français verraient favorablement l'émergence d'un véritable mouvement séparatiste mais les quelques groupuscules connus ne sont guère actifs et loin de faire l'unanimité. En fait, il faut attendre le mois d'août 1923, pendant que les Français occupent la Ruhr, et que les conditions économiques et sociales soient déjà pas-

sablement détériorées pour que les différents mouvements séparatistes considèrent que le moment était peut-être venu de faire entendre leurs idées et d'aboutir à la création d'un Etat libre de Rhénanie. A la suite d'une réunion, une déclaration paraphée par 17 signataires entérinait la fondation de cette future République Rhénane, ceci, bien sûr, avec l'assentiment des autorités françaises.

Le 21 octobre à Aix-La-Chapelle, dans la zone d'occupation belge, le dénommé Leo Deckers proclamait une République rhénane, tandis que les autres activistes comme Dorten et le journaliste Joseph Friedrich Matthes essayaient de convaincre et de rallier à leur cause les édiles d'autres localités de Rhénanie. Le lendemain à Coblenche (qui est encore la capitale de la province prussienne du Rhin), les séparatistes prennent le pouvoir mais sans l'accord de la municipalité et avec quelques heurts avec la police. Et le 23, ils arrivent enfin à hisser leur drapeau sur le château. Malgré l'avis contraire du bourgmestre, le haut-commissaire français Paul Tirard décide de recevoir officiellement les séparatistes le 26 et leur reconnaît une certaine autorité. Après cette rencontre, ces derniers imagineront avoir carte blanche.

Mais le plus grand problème des séparatistes, c'est qu'ils ne recueillent pas beaucoup l'adhésion de la part de la population. En cause, une milice le « Rheinlandschutz » (Service de protection de la Rhénanie) qui compta jusqu'à 10 000 hommes à son apogée. Soutenus par les autorités d'occupation qui les autorisaient à porter des armes, ces miliciens avaient un comportement souvent excessif : réquisitions d'office, pillages, mutineries, exactions, exécutions sommaires

et affrontements réguliers avec une population excédée par leurs abus.

A Coblenche, Matthes qui était pourtant le président de la République rhénane est obligé de démissionner le 29 novembre à cause d'une mutinerie de ses propres troupes. Il devait également signer la dissolution de son gouvernement (plus tard, il sera incarcéré à Dachau et y mourra en 1943). Ce qui convient bien aux Français soucieux de lâcher leurs protégés : les Britanniques leur ont fait savoir qu'ils ne reconnaîtraient jamais un quelconque Etat rhénan. Dorten, à Bad Ems, se trouve dans l'incapacité de se forger une quelconque autorité ; il quitte l'Allemagne le 30 décembre et va s'installer à Nice.

Le 12 novembre à Speyer (Spire), Franz Joseph Heinz s'était allié à la République rhénane, de façon à

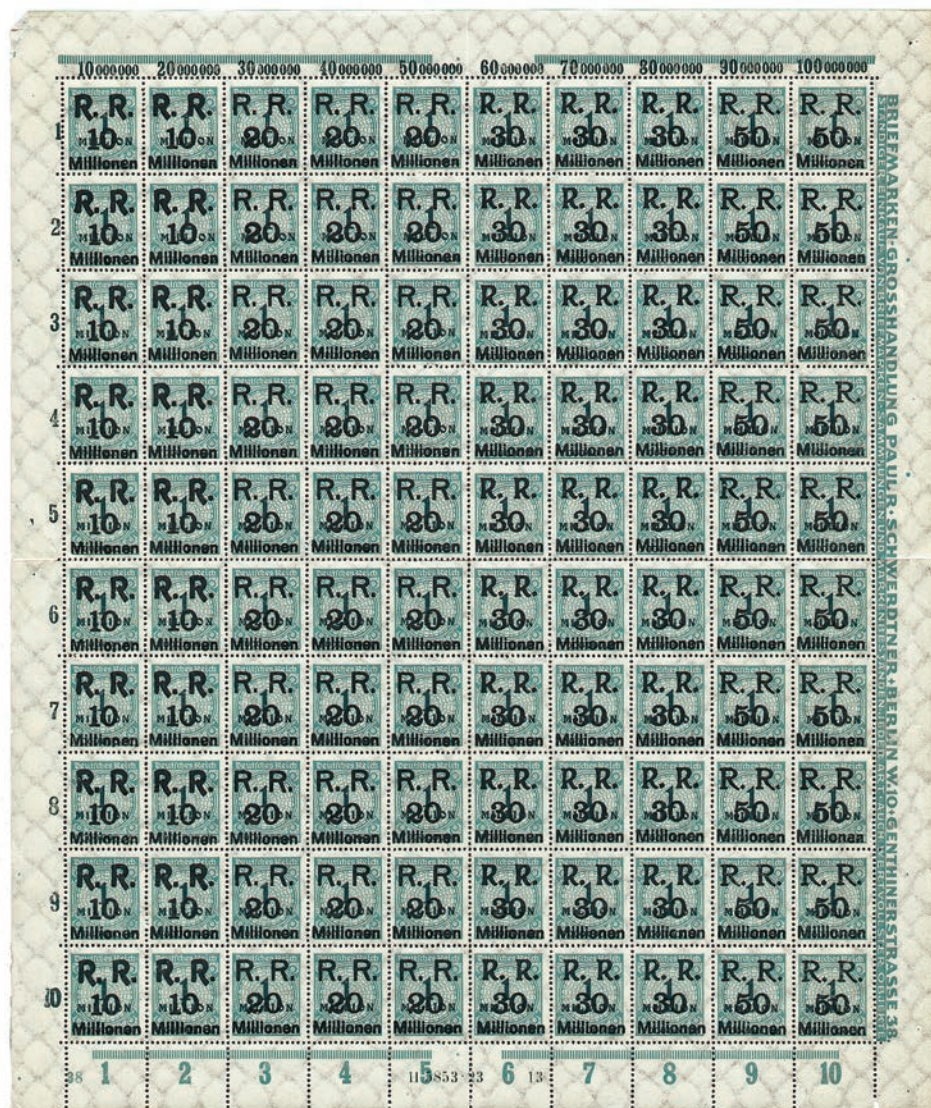
apporter le soutien du Palatinat dans le projet séparatiste. Esseulé, il disparaît avec sa république au mois de février 1924.

Au total, le bilan du mouvement séparatiste comptera 200 victimes environ, tant parmi la population que dans ses rangs.

Et si le « Rheinlandschutz » est dissous en janvier 1924, le reste des troupes qui se définissaient encore comme la « Direction supérieure de l'Armée » ne quittera le château de Coblenche que le 9 février 1924.

Les timbres de la défunte république

Dans le courant du mois de janvier 1924, les rédactions de plusieurs revues philatéliques européennes reçurent un courrier originaire de Wiesbaden les informant que des timbres « commémoratifs » avaient été émis au titre de la République rhénane.



Une feuille complète du 1 Million de Mark bleu turquoise surchargé. Comme on le voit, chaque rangée horizontale de 10 timbres comprend deux surcharges à 10 millions, trois à 20 millions, trois à 30 millions et deux à 50 millions.





Les quatre timbres réalisés par le négociant suisse Guggenheim en novembre 1923. Nous n'avons pas pu trouver les originaux mais sachez que le 5 (pf.) est vert jaune et bleu, le 10 (pf) rouge et vert jaune, le 15 (pf) marron et vert jaune et le 20 (pf) bleu et vert jaune. Ces timbres ont été vus oblitérés de cachets de villes rhénanes mais il est généralement admis qu'il s'agit là de complaisances pour valider la circulation de timbres qui n'ont pas été émis.

En savoir plus :
 Michel Deutschland-Spezial 2009 (Vol I : 1849 à avril 1945)
 Michel Postgebühren-Handbuch Deutschland (Edition 2004)
 Catalogue F.S.A. 1964
 Spécialisé des timbres de la Sarre, séries Libération, République Rhénane
 Infla-Berichte, Heft 92, Décembre 1973
 Kohl-Handbuch, Band 1, 11^e édition, 1926
<http://www.historisches-lexikon-bayerns.de>
<http://www.landeshauptarchiv.de>
<http://www.infla-berlin.de>

Remerciements à Gilles Pilatte et Harald Zierock pour leurs soutiens iconographique et documentaire.

● ● ● Le texte ronéotypé stipulait, entre autres, que

« Les timbres ci-dessus sont les modèles des premières émissions uniques des timbres commémoratifs du Gouvernement Provisoire de la République Rhénane qui furent émises par le Gouvernement provisoire en novembre 1923.

Les quantités émises furent les suivantes : ... Les planches furent détruites sous surveillance de l'autorité.

Wiesbaden le 9.1.24. Signé : Kiefer ».

Comme on peut le voir, quatre valeurs faciales sont disponibles : 10, 20, 30 et 50 millions de Mark. Les timbres supports des surcharges sont au nombre de trois, les 50 000, 1 et 5 millions de Mark. Les rédacteurs des magazines concernés répercutèrent l'information mais celle-ci se vit rapidement contestée par les philatélistes allemands qui qualifiaient l'émission de fabrication à fin purement spéculative et n'ayant donc pas sa place dans les collections sérieuses. On peut comprendre cette réaction avec le très mauvais souvenir laissé par leurs auteurs séparatistes.

Mais il faut savoir qu'il existait également une autre émission au nom de la République rhénane. Quatre figurines portant chacune les lettres « R R » (Rheinische Republik) et dotées de quatre valeurs faciales à 5, 10, 15 et 20 (pfennig ? Mark ?) sans autre précision. Ces figurines publiées dans un journal suisse en novembre 1923 auraient été conçues par un négociant suisse à la suite d'un contrat conclu avec les séparatistes. On n'a jamais su si un tel document existait mais le communiqué mentionné plus haut tend à le prouver, ne serait-ce qu'avec la mention « einzigen » (unique) définissant les timbres surchargés et laissant par là supposer que toute autre émission

n'aurait donc aucune légitimité. L'absence d'indication de monnaie sur les timbres originaires de Suisse pourrait également indiquer que la République rhénane était encore incertaine quant à son statut monétaire. On sait que les Français avaient l'intention de créer une banque centrale en Rhénanie qui aurait eu sa propre monnaie. Un projet assez avancé puisqu'il y eut des réunions entre banquiers français et rhénans. On sait également que Matthes, président et premier ministre de la République rhénane, s'en était inquiété et demandé l'impression de nouvelles coupures mais celles-ci n'ont jamais vu le jour. Par contre, si les timbres surchargés sont libellés en Mark de l'époque, les valeurs faciales indiquées (en millions) pourraient laisser supposer que les timbres avaient été préparés pour être émis au début du mois de novembre 1923. Mais ceci n'est que pure supposition ; on n'a jamais retrouvé un quelconque tarif postal explicitant les usages de ces timbres.

Listés et cotés dans le catalogue Cérés avant sa disparition, les surchargés de la République Rhénane sont, quel que soit le statut qu'on choisisse de leur donner, les rares témoins de cette éphémère République rhénane. Recherchés par les très nombreux collectionneurs d'émissions apocryphes, de vignettes spéciales, de timbres non signalés dans les catalogues officiels, etc., ces timbres surchargés sont devenus très peu courants aujourd'hui car les quelque 200 000 exemplaires réalisés à l'époque ont eu, en presque 90 ans, le temps de se fondre dans les collections malgré le fait qu'ils furent « excommuniés » dès leur naissance.

Michel Melot